COMITE D'ETUDE ET D'ACTION DES SOCIOLOGUES
POUR L'UNITE DE LA GAUCHE

Réuni le 8 novembre 1965, le Comité d'étude et d'action des sociologues pour l'unité de la gauche a examiné la question de la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République.

Pour éviter les discussions stériles et l'histoire hypothétique, nous avons délibérément laissé de côté le problème des autres candidatures que certains auraient préféré voir adopter par la gauche. Le fait est que F.Mitterrand a l'accord du parti radical, de l'U.D.S.R., de la S.F.I.O., du P.S.U., du P.C.F. et de divers clubs. C'est dans ces conditions que nous devons déterminer notre vote et l'ensemble de notre action, au-delà du scrutin présidentiel.

Il est clair que l'unité actuelle est encore fragile, conjoncturelle. Elle est dûe essentiellement aux conditions que l'Elysée a voulu créer : personnalisation du pouvoir, plébiscite, tendance à une structure politique comprenant deux partis. Tout cela laisse subsister à long terme les difficultés que la gauche éprouve pour s'unir. Ces conditions imposent une convergence des recherches entreprises par les partis et les clubs de la gauche pour une unité d'action sur un programme commun.

Toutefois, le contenu même de cette solution appelle des réserves. Certains des partis qui soutiennent F.Mitterrand en ont fait.

En politique extérieure, on dit souvent que Mitterrand est plus atlantique que de Gaulle. Cependant il serait déplorable que la gauche se laisse sensibiliser à la démagogie nationaliste, alors que Mitterrand se prononce avec nous pour la signature du traité de Moscou (arrêt des expériences atomiques), contre la force de frappe et contre l'alliance de Gaulle - Adenauer.

En politique intérieure, F.Mitterrand demande la suppression des articles qui élèvent le pouvoir présidentiel au-dessus de tout contrôle et empêchent que le gouvernement soit responsable devant le parlement. De même qu'il veut mettre fin aux brimades contre le droit de grève, l'action syndicale et les libertés communales. Nous serons tous particulière-

ment sensibles à ses prises de position en faveur d'une planification plus démocratique et d'une priorité pour les crédits de l'Education Nationale.

Le vote " blanc ", préconisé par certains collègues pour diminuer le pourcentage qu'obtiendra de Gaulle en fonction du nombre de votants, a l'inconvénient de diminuer aussi le poids de l'accord des partis de gauche pour un vote positif. Le désir de garder plus nette la distance entre le programme de F.Mitterrand et un programme idéal de la gauche risque ainsi d'aboutir à renforcer le régime actuel en accentuant les divergences de notre côté.

Mais il ne s'agit pas, pour nous, de nous laisser emporter par un flot d'enthousiasme. La question est la suivante : quelle prise donne à notre action la conjoncture actuelle ? Notre réponse est la suivante : dans la logique de la situation, il faut que F.Mitterrand obtienne le plus grand nombre possible de suffrages et que ce succès soit le point de départ d'une solide coalition de la gauche pour la conquête du pouvoir.

La plupart des observateurs estiment que de Gaulle sera réélu. Mais déjà au dernier référendum il n'a pas eu la majorité des électeurs inscrits, ce qu'il a ressenti comme un échec. Si les élections présidentielles marquent un nouveau recul de sa cote, il lui sera beaucoup plus difficile de procéder à une manipulation de la constitution pour placer subrepticement un dauphin à la tête de l'Etat. De plus, la gauche ne se sera pas comptée sur un total de " non ", mais sur une solution positive.

Plusieurs de nos collègues craignent encore que même le programme actuel de F.Mitterrand ne soit pas appliqué, même lorsque les suffrages populaires auront redonné une majorité à la gauche. Les expériences passées ont de quoi nous inquiéter à ce sujet. Toutefois, la situation dans laquelle tente de nous enfermer le pouvoir personnel est telle que le renversement de celui-ci ne pourra pas résulter d'une simple coalition électorale et entraînera une démocratisation de la vie politique par une réforme de la constitution. C'est là que nous retrouvons ceux de nos collègues qui sont les plus sévères dans des critiques " de gauche " contre Mitterrand : la gauche ne l'emportera que si elle a cimenté son union dans une action organisée et durable, dont la campagne présidentielle n'est que l'amorce. Telle est la tâche à laquelle nous engageons tous les sociologues.

Ainsi,voter pour Mitterrand revient à vouloir créer les conditions d'une vie politique renouvelée. Nous n'entendons pas pour autant

que chaque vote représente une adhésion sans réserve à toutes les positions du candidat. Quel que soit le résultat de l'élection, l'effort pour réaliser l'unité de la gauche et faire prévaloir un programme politique vraiment démocratique devra se poursuivre. Il n'est pas question de taire les préoccupations qui nous tiennent à coeur (guerre du Vietnam, luttes économiques, rapports entre syndicats par delà les frontières, etc...).

Déjà, un renouveau d'intérêt pour la vie politique se manifeste dans notre milieu, en fonction des perspectives nouvelles. Il ne faut pas en rester là.

Nous considérons l'élection présidentielle comme le début d'une nouvelle étape vers l'unité de la gauche, et par là même une étape importante dans la rénovation de la vie politique française. Mais ce n'est qu'un premier pas. Nous vous invitons à ouvrir dès maintenant la discussion entre vous sur ces problèmes et à venir en débattre

MARDI 30 NOVEMBRE à 17 H 30
SALLE DU PREMIER ETAGE DU
CAFE-RESTAURANT EUROPE
143 RUE CARDINET - PARIS XVII

Pour le comité :

CORNU
ISAMBERT
MAITRE